

# Le lien entre commerce et finance internationale

Jean-Pierre Chauffour \*

Evelyne Dourille-Feer \*

Une trentaine d'experts internationaux se sont réunis début juin 1990 à Paris à l'initiative de l'Institute for International Economics (IIE, Washington) et du CEPII pour une journée de réflexion consacrée à l'analyse des liaisons entre le commerce international et les désajustements monétaires et financiers internationaux.

Les débats ont eu pour point de départ un texte de C.F. Bergsten <sup>1</sup> présentant les principales analyses et propositions de l'IIE. Les intervenants, représentants officiels d'organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, GATT, OCDE), de ministères ou d'institutions privées des principaux pays industrialisés ont tour à tour apporté — à titre individuel — leur contribution à trois grands thèmes : l'identification des relations entre les sphères commerciale et financière au niveau international, la nature des problèmes et les sources des déséquilibres commerciaux et financiers et enfin, la mission et la coordination des différents organismes internationaux compétents dans ces domaines.

La discussion s'est ensuite orientée sur la pertinence d'un nouvel ordre économique international qui pourrait

*\* Jean-Pierre Chauffour et Evelyne Dourille-Feer sont chargés de mission au CEPII.*

1. *Trade-Finance Linkages*, C. Fred Bergsten, a background paper prepared for a meeting of government officials and private experts, June 1990.

---

s'appuyer sur une refonte des prérogatives de chaque organisme international et plus particulièrement sur une réforme institutionnelle du GATT et du FMI, à l'initiative politique des gouvernements ou des parlements du G7.

## Les propositions introductives

L'abandon en 1971-73 du système de changes fixes au profit d'un système de changes flexibles des principales monnaies a profondément modifié le mode de régulation de l'économie mondiale.

Sous l'égide du GATT, les négociations successives du Tokyo Round puis de l'Uruguay Round ont visé à promouvoir le libre-échange et à établir un nouvel ordre du commerce international. Le FMI, de son côté, s'est évertué à résoudre les principaux déséquilibres macroéconomiques, notamment de soldes courants, des pays membres. Néanmoins lors des crises majeures — accords du Plaza en 1985 et du Louvre en 1987 — aucune politique systématique de coordination des mesures prises par les différents organismes ne s'est concrétisée.

Seule l'impulsion politique des pays les plus industrialisés réunis en *sommets* a permis d'aborder les déséquilibres mondiaux de façon globale et d'aboutir à des accords comme ceux du Plaza et du Louvre.

Pour autant, les liens entre commerce et finance internationale sont connus et C.F. Bergsten en dénombre trois essentiels. En premier lieu, les barrières douanières accentuent les déséquilibres des soldes courants. Non seulement elles rendent inefficaces les mesures monétaires de correction (politique de change) mais elles influencent les comportements des agents de manière à rendre hypothétique l'ajustement ultérieur. De plus, les sur ou sous-ajustements des changes ont des effets particulièrement pernicieux et durables sur le commerce dans la mesure où ce sont de « faux signaux » qui affectent l'économie réelle. En second lieu, les déséquilibres des soldes courants observés depuis le début des années 80 incitent au protectionnisme. Enfin, les pays en développement les plus endettés ont mis en place

des protections commerciales diverses. Ceux qui acceptent les plans d'ajustement du FMI ou de la Banque mondiale doivent libéraliser leur commerce et enregistrent, en contrepartie d'une « confiance retrouvée », une hausse des investissements directs et des capitaux rapatriés (exemple du Mexique).

Selon Bergsten, face à la montée de l'interconnexion de la sphère réelle et financière, il faut imaginer une nouvelle organisation institutionnelle qui pourrait être une fusion du GATT et du FMI. Le processus s'effectuerait en plusieurs étapes. Tout d'abord au niveau des pays, chaque gouvernement devrait veiller à coordonner effectivement ses choix macroéconomiques (politique de change) et microéconomiques (politique commerciale), tandis que chaque organisme international se concentrerait sur sa mission essentielle : pour le GATT, mener à bien les négociations de l'Uruguay Round et pour le FMI, retrouver une coopération active des pays membres afin de converger vers une zone de stabilité des changes.

Le G7 pourrait favoriser ces évolutions et apporter ensuite la caution politique aux modifications de statut et de mission des organismes existants.

De nouvelles règles pourraient être établies :

- les pays réalisant un excédent commercial s'ouvriraient *unilatéralement* au commerce (révision des législations sur les échanges). Pour les moins développés d'entre eux, cette libéralisation pourrait s'accompagner d'obtention de crédits supplémentaires. Ces crédits de « récompense » alloués par le FMI pourraient être renforcés par les fonds du GATT ;
- l'article 12 du GATT qui autorise les pays industrialisés connaissant un déséquilibre des paiements courants à instaurer des restrictions commerciales serait amendé. Cette possibilité de protection du marché intérieur devrait être limitée et soumise à l'inspection du FMI.
- enfin l'article 18 qui autorise un contrôle des importations pour les pays en développement connaissant un déséquilibre des échanges, serait amendé de manière à exclure automatiquement les pays excédentaires (exemple de la Corée) et à n'être qu'une mesure temporaire assujettie à une politique d'ajustement.

L'ensemble de ces réformes viserait à intégrer les politiques du GATT et du FMI. Pour cela, Bergsten préconise

---

l'instauration de sommets réguliers GATT-FMI où le directeur du GATT et les ministres des finances des pays industrialisés (G7) définiraient bilatéralement les objectifs concertés de chaque organisme.

L'analyse globale des déséquilibres actuels en termes monétaires et commerciaux impliquerait un état des lieux exhaustif (publication commune GATT-FMI), une articulation effective des politiques monétaires et commerciales, une politique cohérente de long terme et enfin la prise en compte effective des difficultés propres aux pays en développement.

## Le point de vue des participants

### Les liens entre commerce et finance

Bien que la majorité des participants ait souscrit à l'idée de l'existence de connexions réelles entre le commerce et la sphère financière (plus spécifiquement entre le protectionnisme commercial et les taux de change) ainsi qu'à celle de la nécessité d'en tenir compte dans les politiques économiques nationales et internationales, certaines opinions divergentes ont été émises.

Une nette séparation des deux domaines du commerce et de la finance a été prônée, fondée sur la différence de nature de ceux-ci. Ce propos a été illustré en opposant les mesures financières globales aux mesures commerciales qui s'inscrivent dans un cadre de politiques purement nationales, notamment dans le secteur agricole (subvention et protection du marché intérieur). Par ailleurs les difficultés spécifiques au sein même de chacune des sphères commerciale et financière nationales ont également été soulignées, ainsi que le dosage des politiques commerciales et financières différent d'un pays à l'autre. Selon le contexte, la politique de correction des déséquilibres de balance des paiements privilégiera la solution commerciale ou financière. Des orateurs se sont interrogés, par ailleurs, sur l'opportunité de rechercher systématiquement à rétablir les équilibres courants.

Le problème de la compétitivité des produits liée à une bonne spécialisation industrielle et sortant du cadre des politiques financières ou d'échanges a été plusieurs fois abordé. Cette réflexion a débouché sur l'existence d'une interdépendance entre les trois sphères commerciale, financière et industrielle.

### **Les problèmes de coordination entre les politiques commerciales et financières**

Les intervenants ont abordé essentiellement deux grandes catégories de problèmes, d'ordre général et national.

Tout d'abord, les orateurs ont débattu des avantages respectifs pour le commerce mondial, des politiques micro-économiques (politique industrielle, fixation sectorielle des tarifs douaniers) et des politiques macro-économiques. Certains ont insisté sur le rôle de premier plan joué par les politiques micro-économiques (compétitivité des firmes) à l'époque actuelle, aussi bien dans l'économie réelle que dans l'économie financière, les aspects macro-économiques devant passer au second plan.

L'absence d'ordre prioritaire ou de hiérarchisation des différentes politiques expliquerait également la persistance des déséquilibres mondiaux. Ne faut-il pas appliquer dans un premier temps des politiques micro-économiques propres à rétablir un équilibre des paiements courants et n'envisager que dans un deuxième temps, les mesures macro-économiques ?

Enfin, un expert a fait remarquer que finance et échanges seraient de plus en plus liés sous l'effet du mouvement de globalisation mondiale des services financiers.

Au niveau national, les rivalités entre ministères ainsi que l'existence de groupes de pression (notamment dans le domaine des échanges) nuisent à la bonne coordination des politiques. Par ailleurs, les banques centrales ne sont pas vraiment parties prenantes dans la régulation des échanges. Il faudrait donc commencer par améliorer le fonctionnement interne des économies en harmonisant les politiques commerciales et financières avant d'envisager des réformes au niveau international.

---

Il a été souligné qu'à trop lier commerce et finance, le danger se renforçait de recourir systématiquement à des mesures commerciales pour résoudre les déséquilibres macro-économiques internes. Il a été également ajouté que les barrières commerciales n'étaient pas responsables des déséquilibres mondiaux, mais contribuaient seulement à les aggraver. En revanche, les accords de libre-échange de type marché commun, accord commercial Australie-Nouvelle-Zélande ou américano-canadien se révèlent favorables à une plus grande libéralisation financière.

Enfin, l'importance de se doter d'une organisation économique interne assez flexible pour faire face aux changements en cours (s'agissant notamment de l'accroissement de la mobilité des facteurs), a été fermement soulignée, relayant au second plan les problèmes de coordination micro/macro.

## L'aménagement d'un nouvel ordre économique et financier

Les débats ont porté sur la coordination des actions du G7 et du GATT, sur la possibilité de créer une nouvelle institution à partir du FMI et du GATT, sur la fusion FMI-Banque mondiale, ou encore sur l'opportunité d'accroître le rôle de l'OCDE notamment en matière de commerce international avec une approche multilatérale des négociations du type « Structural Impediments Initiative ». La différence de nature des différentes institutions a été évoquée, ainsi que la nécessité de renforcer les pouvoirs du GATT. Les limites à la création d'une grande organisation coordonnant les politiques commerciales et financières mondiales ont été soulignées.

Un premier butoir politique apparaît. Le pouvoir de la nouvelle institution mondiale s'arrête aux limites imposées par la démocratie. Les décisions de l'institution se heurteront très vite à des problèmes d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, ressentis d'autant plus douloureux-

ment que le pays concerné ne sera pas représenté auprès de l'institution. Ce sera sans doute le cas de nombreux pays en développement.

L'opportunité d'élargir le seul G7 à un plus grand nombre de participants, notamment aux pays en développement, a fait l'objet de vives critiques. La difficulté de faire progresser les débats de politique économique en présence d'un grand nombre de participants a été mentionnée, tandis qu'une proposition de fonder un « G3 », reflétant les trois grands pôles mondiaux —Tokyo, New-York, Bruxelles— soulevait des réticences particulièrement vives chez les participants coréens et australiens.

La fusion des différents organismes comme le FMI, la Banque mondiale et le GATT risque d'être rendue totalement inopérante par la différence de culture existant entre les diplomates du GATT et les experts des deux autres organismes.

La proposition concernant l'élargissement du rôle de l'OCDE a été repoussée en raison de l'impossibilité pour cette institution d'appliquer des sanctions, notamment financières. De plus, l'idée de la généralisation d'accords du type SII (avancée par certains) semble paradoxale puisque ce type d'accords a été conçu dans une optique bilatérale.

Enfin, lorsque les mesures de rétorsions financières ou commerciales ne peuvent être le fait que des pays les plus puissants, comment les pays les plus faibles pourraient-ils jouer pleinement le jeu du libre-échange ?

## Conclusion

Les débats n'ont pas permis de converger sur une proposition précise au niveau institutionnel. Seule la nécessité de poursuivre les recherches (et les discussions) sur les liens finance/échanges s'est dégagée. Selon l'avis général, avant de s'engager dans la création d'une institution lourde qui

---

pourrait rapidement s'avérer inefficace ou hégémonique, la réflexion, toujours guidée par l'application la plus large possible du libre-échange, semble nécessaire.

A ce propos, il est intéressant de noter qu'au cours de cette réunion, le postulat de la nécessité du libre-échange — point de départ de la réflexion — n'a été remis en question à aucun moment.